POLICY PAPER 2

2012, Madagascar à la croisée des chemins.

Essai sur la géopolitique d'un pays tourmenté

KETAKANDRIANA RAFITOSON

Mai 2012

Sommaire

Introduction

I. Les aspects géographiques, démographiques et culturels de la géopolitique à Madagascar 2

I.1 Madagascar en un coup d'œil : les informations essentielles 2

I.2 Une jeunesse négligée, sacrifiée et instrumentalisée 3

I.3 Une économie torturée 4

I.4 L'insularité : caractéristique majeure de la malgachitude 5

II. La problématique et les enjeux de la géopolitique à Madagascar 6

II.1 De la géopolitique interne 6

1. L'instabilité politique chronique 6

2. La question ethnique toujours au centre des débats 7

3. La société civile, le faux-ami 7

II.2 De la géopolitique externe 7

1. L'évolution des orientations de la politique extérieure malgache 7

2. L'interaction problématique entre liens historiques et ambitions économiques 8

3. Les enjeux actuels du commerce international 10

4. De l'extraction minière et de l'accaparement des terres 12

III. La théorie développementaliste à travers l'étude de trois économies africaines 13

III.1 Le cas mauricien 14

III.2 Le cas botswanais 14

III.3 Le cas ougandais 15

III.4 Les leçons à tirer pour Madagascar 15

Conclusions 16

Bibliographie et webographie 18

Publications des sortants Y L T P et R J T 19

Introduction

Pour le Petit Larousse, la géopolitique est « *l'étude des rapports entre les données géographiques et la politique des Etats* ». Elle est à distinguer de la géographie politique qui se penche quant à elle sur l'assise et la répartition géographiques des forces politiques sur un territoire donné. De manière plus élaborée, «(…), *la géopolitique consiste en l'analyse des facteurs géographiques qui déterminent la politique extérieure des Etats. Elle a pu, sur cette base, revêtir autant une orientation positive que normative, prétendant aussi bien expliquer l'orientation des diplomaties que justifier telle ou telle pratique impériale. A un stade plus critique et moins ambitieux, la géopolitique (désignée également sous le terme de « géostratégie ») se présente comme l'analyse rigoureuse et systématique des contraintes géographiques (physiques, économiques et humaines) qui pèsent sur l'élaboration des stratégies politico-militaires élaborées par les Etats. Elle devient ainsi l'un des paramètres de l'analyse des modes d'élaboration des politiques étrangères.*[1] »

Entamer une étude sur la géopolitique de Madagascar inclut donc d'analyser les décisions politiques et économiques prises en considération de la situation géographique du pays. Le choix a par contre été délibérément fait de ne pas toucher au domaine stratégique – comprendre, militaire – étant donné que Madagascar n'est pas directement exposé à des menaces extérieures imminentes. De même, le cadrage temporel de l'étude a été limité aux dix dernières années car le présent document n'a pas pour ambition de réécrire l'histoire de Madagascar. Il aspire plutôt à apporter un éclairage sur la situation géopolitique actuelle et à essayer de déterminer la direction que le pays devrait idéalement prendre pour sortir du marasme qui le mine depuis trop d'années. Néanmoins, l'étude comporte d'inévitables références historiques qui expliquent les origines de la situation actuelle.

1 In *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, 3e édition, de Guy HERMET, Bertrand BADIE, Pierre BIRNBAUM, Philippe BRAUD, Editions Armand Colin, Paris 1998, p.113

Ladite situation peut être résumée par un mot : la crise. Crise politique, morale, économique, citoyenne mais également sociale. La crise politique qui prévaut depuis 2009 est bien évidemment au centre de tous les débats, mais elle ne constitue que la partie visible de l'iceberg. Le but de cette étude n'est pas de faire le procès de tel ou tel régime politique, l'irresponsabilité constante et continue des uns et des autres ayant déjà fait l'objet de nombreux écrits. La question centrale autour de laquelle l'étude a été structurée est plutôt de savoir comment stabiliser la géopolitique malgache qui peine à se faire une place sur l'échiquier mondial.

Pour espérer trouver la réponse à cette question, il faut d'abord commencer par rappeler sommairement et actualiser les données géographiques et démographiques sur Madagascar, sans lesquelles aucune étude géopolitique ne serait crédible. Ensuite, les enjeux actuels de la géopolitique malgache seront abordés dans une seconde partie. La géopolitique interne et externe sera mise en exergue afin de déceler les forces et les faiblesses du pays. Une troisième partie sera ensuite consacrée à l'étude et à la comparaison de trois économies africaines (île Maurice, Botswana et Ouganda) pour comprendre comment ils ont géré leur géopolitique interne et externe pour atteindre un développement optimal et la justice sociale.

La présente étude ne prétend pas détenir toutes les réponses aux questions qui peuvent se poser en matière de géopolitique, ni apporter des solutions miracles aux problèmes actuels. L'auteur demande en conséquence l'indulgence du lecteur et lui rappelle que les opinions humblement formulées ici le sont à titre purement personnel.

I. Les aspects géographiques, démographiques et culturels de la géopolitique à Madagascar

I.1 Madagascar en un coup d'œil : les informations essentielles

Madagascar est une île située dans l'Océan Indien, séparée de l'Afrique par le canal de Mozambique et qui s'étend sur 587.014km2. Peuplé selon la Banque Mondiale par 20,7 millions d'habitants en 2010, Madagascar connaît une forte croissance démographique (2,7%) due à un faible taux de pénétration des moyens de contraception. Ceci

n'explique qu'en partie la jeunesse de sa population, puisque les différentes cultures malgaches prônent aussi les vertus d'une famille nombreuse. Cette tendance ne peut aller qu'en croissant car 36%[2] des femmes âgées entre 20 et 24 ans ont par exemple déjà donné naissance à au moins un enfant avant l'âge de 18 ans. Plus de 70% de la population habite dans les zones rurales, mais sans forcement être agriculteurs car près de deux-tiers des terres cultivables malgaches restent inexploitées, alors que 76% de la population vivrait sous le seuil de pauvreté. Madagascar figure en effet parmi les pays les plus pauvres de la planète. Il s'est ainsi classé 151[e] sur 187 pays en 2011 en termes d'Indicateurs du Développement Humain (IDH)[3].

Madagascar est un Etat unitaire de régime présidentiel divisé en six provinces qui, classées par densité de peuplement, sont : Antananarivo, Mahajanga, Toamasina, Fianarantsoa, Antsiranana et Toliary. Chaque province est à son tour éclatée en plusieurs régions et le pays en compte au total 22, avec des profils géographiques et économiques bien distincts. Madagascar, baignant dans un climat tropical à variantes régionales, possède une flore et une faune d'une incomparable endémicité, ainsi qu'un relief et des paysages très diversifiés dont le point culminant est le mont Tsaratanana (2.876m).

Les Hautes Terres centrales, s'étendant entre Antananarivo, Fianarantsoa jusqu'aux frontières avec Toamasina, sont caractérisées par un relief accidenté et escarpé et sont constituées par une succession de montagnes, de collines, de ravins, de plaines et de vallées alluviales, avec une couverture forestière en constante détérioration. Le côté ouest de l'île se distingue pour sa part par la présence de deux grands bassins sédimentaires, le Boina et le Menabe, qui présentent une large variété de formations géologiques : cuestas, plaines, plateaux karstiques, baies et littoraux sablés parsemés de mangroves.

A l'est, Madagascar est ourlé par une côte étroite bénéficiant d'une pluviométrie abondante, le long de laquelle la forêt sempervirente humide et des vestiges de la forêt naturelle qui couvrait autrefois une grande partie de l'île subsistent encore. Le canal des Pangalanes, entre Ambila et Farafangana, en constitue l'une des curiosités, sans oublier la fertile région entourant le Lac Alaotra et le port de Toamasina. Au sud de Madagascar, le climat est nettement plus sec, et les paysages presque désertiques, hormis la présence massive de fourrés épineux et de haies de cactus. Ce climat peu clément donne peu de chances à la riziculture et à la culture maraîchère et une partie de la région souffre de façon quasi-chronique du *kere*, la famine. Le port d'Ehoala et l'exploitation d'ilménite sise à Fort-Dauphin constituent les grands espoirs de développement de cette partie de Madagascar, mais la situation est loin d'être aussi brillante dans la réalité.

A la pointe opposée de l'île, dans le Nord, le relief est également escarpé et montagneux, et la végétation dense et luxuriante. Antsiranana et Nosy-Be sont des hauts-lieux du tourisme national et le nord-est est célèbre pour ses plantations de vanille. Par ailleurs, Madagascar possède un nombre impressionnant de fleuves et de cours d'eau qui rendent l'hydroélectricité attractive. Il compte également plus d'une dizaine de parcs nationaux, d'aires protégées et de réserves naturelles qui émerveillent les botanistes, zoologistes et ornithologues du monde entier. En termes de ressources naturelles, Madagascar est une terre bénie, avec toutes les potentialités possibles. La majorité des terres cultivables sont plus que fertiles, le climat tropical permet presque toutes les cultures, la biodiversité est extraordinaire, les mers chaudes et les récifs coralliens ravissent les touristes, et le sous-sol est une véritable mine d'or – dans tous les sens du terme. Mais la première richesse de Madagascar, celle qui reste d'ailleurs la moins exploitée, c'est sa population.

I.2 Une jeunesse négligée, sacrifiée et instrumentalisée

La majorité de la population malgache est composée de jeunes. En 2009, un peu plus de 9 millions de personnes[4], soit près de 46% de la population totale, avaient moins de 18 ans. Les jeunes en âge légal de travailler sont nombreux mais le taux d'activité reste. Le taux de chômage à Madagascar serait de 3% mais la fiabilité de ce chiffre laisse à désirer,

[2] Source: Rapport National sur le Développement Humain (RNDH) 2010, p.9

[3] Source: PNUD, 2011

[4] Source : State of the World's Children 2011 – UNICEF

surtout dans le contexte actuel. Les jeunes Malgaches sont comme des pousses mal tuteurées : leurs souffrances datent de leur prime enfance. Tout d'abord, très peu d'entre eux sont scolarisés, malgré l'instauration de la scolarisation obligatoire dans le primaire. Le taux net de scolarisation au primaire est passé de 83,3% en 2005 à 73,4% en 2010. L'UNICEF estime qu'environ 700.000 enfants ont ainsi été déscolarisés en 2010, sans parler du taux de déperdition scolaire en classes d'examen qui ne cesse d'augmenter. Le taux de fréquentation des universités et établissements d'enseignement supérieur est encore plus alarmant, sans parler de la proportion de jeunes qui abandonnent leurs études avant l'obtention de leurs diplômes.

Autre problème : le système éducatif malgache qui privilégie l'enseignement magistral et ne laisse pas beaucoup de place à la curiosité et à l'ambition. Aucune forme d'orientation n'est donnée aux élèves qui choisissent leurs filières de manière quasi-hasardeuse. Une fois le baccalauréat en poche, les jeunes ne sont pas plus avancés. Nombreux sont ceux qui passent par exemple tous les concours d'entrée possibles à l'université publique pour ensuite s'inscrire dans les départements où ils ont été reçus. Nombreux également sont ceux qui abandonnent après s'être rendus compte que la filière choisie ne les inspiraient pas, pour intégrer un autre département l'année suivante et tout recommencer à zéro. Bien évidemment, il existe des jeunes brillants qui réussissent et ne rencontrent aucun problème particulier, avec ou sans moyens financiers, mais ils constituent une minorité. Les chiffres démontrent en effet que 83% de la population active n'ont pas dépassé le niveau d'éducation primaire, et qu'à peine 3% ont eu accès à l'enseignement supérieur[5]. Et que dire des diplômés de l'enseignement supérieur qui se lancent sur le marché du travail, remplis d'espoir mais très vite déçus ? Car l'enseignement supérieur malgache a cette particularité de présenter une grande incohérence avec les besoins du secteur professionnel. Il y a peu de postes qui correspondent aux acquis et peu de professionnels qui se sentent épanouis dans leur travail.

Dans ce contexte particulier, il n'est pas étonnant que la jeunesse, et une grande partie de la population active en général, soit totalement démotivée et recherche à tout prix l'enrichissement rapide et sans efforts. L'exemple, même le plus mauvais, vient d'en haut. Corruption, fraude fiscale, braquages d'envergures diverses, meurtre, kidnapping, chantage, escroquerie, détournement de deniers publics ou de fond(s) de caisses privées, *bizina*[6], tout est bon pour accélérer le cours des choses et faire tourner la roue de la fortune en sa faveur. Le crime est entré dans les mœurs, est banalisé avec la bénédiction des autorités. Depuis belle lurette, le militantisme politique (le fait d'être prêt à tout pour servir son parti et son dirigeant et non ses idéologies) est également devenu un excellent moyen de s'enrichir. Pendant les campagnes électorales, certains jeunes en font un véritable gagne-pain. A la lumière de cette Transition sans fin, bien de fortunes bien mal acquises ont été bâties. Certains ont sûrement eu de la chance et ont développé leur affaire de façon honnête, mais combien ont vendu leur conscience politique et leurs principes pour quelques milliards ? Oui, les jeunes sont négligés, sacrifiés et instrumentalisés, mais le plus pitoyable dans l'histoire, ce que ce sont souvent des victimes consentantes. Alors qu'espérer de cette jeunesse, de cette relève qui a pourri sur pied et sur laquelle repose pourtant l'avenir (géopolitique) de Madagascar ?

I.3 Une économie torturée

Les principaux secteurs d'activité malgaches peuvent être regroupés en trois grandes catégories : l'agriculture, l'industrie et les services qui regroupent une grande partie des travailleurs de l'informel. En 2010, 78% de la population active aurait travaillé dans l'agriculture, 15,30% dans les services et 6,70% dans l'industrie. En termes de PIB, le secteur des services a été pour la même année la plus productive (57,21%), talonné par l'agriculture (27,54%) puis l'industrie (15,25%)[7]. Le secteur textile a le plus souffert de la crise avec la suspension de l'AGOA[8] et de l'Accord multifibres.

[5] RNDH 2010, p.10

[6] Terme malgache dérivé de «business », très péjoratif, qui est synonyme de magouilles et de malversations

[7] In Le Nouvel Observateur – Atlas Eco 2010, p.135

[8] African Growth and Opportunity Act. Les Etats-Unis exigent le retour à l'ordre constitutionnel et l'instauration de la démocratie pour redémarrer ce processus qui a été très bénéfique pour

« *Après avoir été l'une des économies les plus performantes d'Afrique dans les années 1960, Madagascar a perdu du terrain en raison de plusieurs décennies de mauvaise gestion économique.*[9] » Perdre du terrain est une bien faible expression face au gouffre dans lequel Madagascar est tombé depuis le retour de l'indépendance. Si le Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant était de 473$ en 1970, il avait dégringolé à 385$ en 2009, après quelques années d'embellie sous le précédent régime. Le taux de croissance était de 0,6% en 2010, pour une inflation de 11,9% et 228.000 emplois[10] perdus depuis 2009. La crise politique, la hausse du prix du baril, les inconstances du service électrique malgache, ainsi que la conjoncture économique mondiale ont fini par avoir raison du microcosme industriel local. Aujourd'hui, seules les grandes familles (Andriantsitohaina, Ramanandraibe et autres) qui ont solidement renforcé leurs assises depuis des décennies, ont encore le vent en poupe. Chaque jour, plus de PMI-PME disparaissent plus qu'il ne s'en crée et les groupements industriels comme le SIM ou le GEM semblent prêcher et officier dans le désert. De plus, la dépréciation de l'Ariary face à l'Euro a inévitablement engendré la paupérisation des couches déjà défavorisées de la population. La classe moyenne malgache tend à disparaître et l'écart entre les plus pauvres et les plus riches se creuse un peu plus chaque jour.

« *Une nouvelle crise politique a mis l'économie malgache à genoux. (…) Rajoelina a été confronté au tarissement des aides des bailleurs de fonds internationaux. Son gouvernement a la hantise d'une pénurie de devises qui l'empêcherait de financer les importations de base. Les revenus de l'Etat se sont effondrés et, fin août 2009, les recettes douanières avaient reculé de 30% par rapport aux huit premiers mois de 2008.*[11] » Cette phrase résume assez bien le chaos économique auquel Madagascar est confronté depuis le début de la crise politique. Une grande partie de l'aide internationale a en effet été suspendue et le pouvoir d'achat des Malgaches est devenu totalement désuet. Le prix des produits de première nécessité n'a pas cessé de flamber et les tentatives inopportunes du régime de brader du riz et de l'huile n'ont fait qu'alimenter les foyers de tension sociale déjà nombreux. Et, si dès le départ, Madagascar avait peu de chances d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement, ces chances sont aujourd'hui quasiment nulles vu que le pays a reculé d'au moins deux décennies en termes de croissance. Et ce retard sera plus que difficile à rattraper.

I.4 L'insularité : caractéristique majeure de la malgachitude

Madagascar est une île. L'insularité représente par conséquent un paramètre non négligeable qui influence aussi bien les décisions politiques et/ou économiques, que la mentalité même de la population. Car si un pays localisé au cœur d'un continent doit jongler avec des problèmes frontaliers et diplomatiques de proximité, une île comme Madagascar a forcément une approche un peu plus différente de ses relations avec « les autres », le reste du monde. L'exemple culturel qui peut être apporté pour illustrer cette particularité insulaire réside dans l'eternel débat relatif à l'africanité ou non des Malgaches. Un débat qui conditionne bien des comportements, depuis l'intégration à la Southern African Development Community (SADC) – et donc l'obéissance à des dispositifs internationaux comme la Feuille de route – jusqu'à la relation des autochtones avec les étrangers.

Le Malgache est-t-il Africain ou non ? Les archéologues, les anthropologues et les historiens détiennent la réponse à la question. Comme le déclarent Hubert Deschamps et Charles Cadoux dans leurs écrits sur Madagascar : « *Si l'appartenance de Madagascar à l'Afrique est évidente du point de vue géographique, la nature et l'ancienneté des vestiges archéologiques découverts dans l'île et sur le continent diffèrent. Ni les squelettes d'hommes fossiles, ni les outils en pierre taillée de ce que l'on considère comme le berceau de l'humanité ne se retrouvent sur la terre*

Madagascar. Pour en savoir plus, visiter http://www.agoa.gov/AGOAEligibility/index.asp

[9] Madagascar, fiche-pays avril 2010, Banque Mondiale, http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/ACCUEILEXTN/PAYSEXTN/AFRICAINFRENCHEXT/MADAGASCARINFRENCHEXTN/0,,menuPK:468994~pagePK:141132~piPK:141107~theSitePK:468974,00.html

[10] Source : Jeune Afrique - http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAJA2550p084-085.xml0/

[11] In Le Monde, Bilan économie 2010 – L'atlas de 179 pays, pp.114-115

malgache.[12] » Les relations internationales et les lois de la géopolitique mondiale ont en tout cas tranché pour les Malgaches : le pays est membre de l'Union Africaine[13] depuis sa création et Madagascar est montré dans tous les manuels géographiques du monde comme l'appendice de l'Afrique. Mais le débat demeure dans les esprits, et la méfiance envers l'étranger, individu ou Etat, également.

L'un des effets néfastes de l'insularité est sans conteste le nombrilisme qui atteint certains dirigeants politiques. Les mauvais aiguillages économiques qui ont émaillé l'histoire malgache ont par exemple fait en sorte que le pays doit sa survie à l'aide internationale – et donc aux bailleurs de fonds traditionnels qui sont tant décriés mais dont nul ne peut se passer. Nombreux sont les dirigeants qui ont prétendu, à diverses occasions, que Madagascar pouvait se défaire de ce mal nécessaire, mais la recette miracle pour le faire n'a pas encore été inventée. Autosuffisance alimentaire, exportation massive de produits de qualité (crevettes, café, vanille, girofle, artisanat, etc.), décollage et pérennisation économique : autant de promesses en l'air qui peinent à voir le jour. Le problème est que les dirigeants malgaches sont tellement imbus d'eux-mêmes qu'ils en oublient les 20 millions de personnes dont ils doivent gérer le sort. Aucune mesure n'est prise pour concrétiser le reve de developpement et les générations se succèdent en le regardant s'éloigner. Les tentatives de résolution de la crise démontrent ce nombrilisme malsain et contre-productif. Un jour, la communauté internationale est courtisée, le lendemain ses propositions sont rejetées en bloc, alors que les acteurs locaux restent inertes – certainement trop occupés à protéger leurs arrières et leurs intérêts.

[12] In *Madagascar*, article collectif publié par Marie-Pierre BALLARIN, Chantal BLANC-PAMARD, Charles CADOUX, Hubert DESCHAMPS, Bakoly DOMENICHINI-RAMIARAMANANA, Paul LE BOURDIEC, Hervé RAKOTO RAMIARANTSOA, David RASAMUEL, dans l'*Encyclopedia Universalis* en 2007 – http://www.universalis.fr/encyclopedie/madagascar/

[13] Il est à noter à ce propos que Madagascar fait même partie des membres fondateurs de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), en 1963, sous la présidence de Philibert Tsiranana. C'était donc un choix étatique compréhensible puisque presque tous les pays africains indépendants, fraichement « libérés » du joug de la France, se sont retrouvés au sein de cette entité pour défendre ensemble leurs intérêts.

II. La problématique et les enjeux de la géopolitique à Madagascar

II.1 De la géopolitique interne

1. L'instabilité politique chronique

Ce n'est un secret pour personne. La géopolitique interne malgache est d'une instabilité chronique et ce, depuis le retour de l'indépendance. Beaucoup ont vu dans la naissance des premiers partis politiques malgaches – le MDRM et le PADESM, vers 1945, une tentative du colonisateur de diviser la population malgache. Le soulèvement de 1947 voit la condamnation des leaders politiques Merina de l'époque tandis que les élections provinciales de 1948 adoubent les politiciens issus du PADESM. Le clivage politique Merina-côtiers, alimenté et sans cesse exacerbé, aussi bien par la France que par les forces politiques malgaches, date de cette époque. Bien que la Constitution de 1959 ait garanti le multipartisme et consacré les grands principes de la démocratie, il apparait que les Malgaches, novices en politique, n'ont pas « supporté » la relative liberté politique alors octroyée. Depuis toujours, il n'y a pas de professionnels de la politique à Madagascar. Il n'y a que des partis animés par des intérêts purement personnels, claniques ou régionaux, et le concept d'intérêt général semble leur être inconnu. Il n'est donc pas surprenant de constater le foisonnement actuel de particules politiques de différentes obédiences qui ne jurent que par le *seza*[14] et qui adaptent leurs semblants d'idéologies aux tendances du moment.

Cette inconstance et ce manque de maturité des partis politiques et des politiciens en général a ouvert une brèche, devenue un gouffre, dans la coque de la république. L'incompétence des uns associée au laisser-aller/laisser-faire des autres a fait en sorte que Madagascar s'est totalement fourvoyé sur les plans politiques et économiques depuis bien longtemps. En 1972, 1991, 2002 et 2009, des crises savamment orchestrées par les politiciens (il faut au moins leur reconnaitre ce talent) ont éclaté. Le mal-être social et la paupérisation de la population, résultats d'une mauvaise gestion étatique et de

[14] Terme malagasy péjoratif signifiant littéralement « chaise », « siège », mais figurant une place ou un poste politique. L'expression a été consacrée par les politiciens Malgaches eux-mêmes dont le *ady seza*, litt. « la bataille pour les sièges » est l'une des activités favorites.

politiques publiques mal orientées, sont à chaque fois les détonateurs de ces crises cycliques qui sont en fait de vraies remises en cause démocratiques. Madagascar a donc eu plus d'une chance de corriger les mœurs et pratiques politiques à chaque époque transitoire, en affermissant les institutions et en assurant la séparation effective des pouvoirs, mais hélas, rien n'a été fait dans ce sens. A chaque crise, chacun essaie plutôt de s'accaparer le plus de richesses possibles et de se construire vite-fait un empire sur la déchéance du dirigeant détrôné. Les politiciens sont bien rodés à cet exercice maintenant, et ils ne voient pas pourquoi les choses changeraient. C'est la population qui paie le tribut de leur avidité.

2. La question ethnique toujours au centre des débats

La question ethnique est réputée être une pure création française, une arme redoutable créée par les colons pour semer la zizanie dans les rangs malgaches en mal de solidarité. Mais si c'est le cas, il faut dire que la recette a tellement bien pris que le sujet est aujourd'hui encore sensible. A la moindre occasion – troubles à l'université ou nomination à un poste ministériel par exemple – la carte de l'ethnicité est brandie et les foules s'enflamment. Poli mais hypocrite, le malgache a l'art d'esquiver avec tact la moindre question en rapport avec ses origines ou ses préférences ethniques. Il n'en continuera pas moins d'assumer et de vivre ses convictions au quotidien. Les discriminations et les frustrations sont réelles et sous-tendent les relations entre les différents acteurs politiques, économiques, mais aussi les simples civils. Mais les arguments liés aux disparités ethniques se doublent désormais de préoccupations économiques et il est de plus en plus difficile de démêler les fils des revendications exprimées au nom de l'ethnicité.

Il est certain que des injustices et des inégalités existent, surtout en termes d'infrastructures et d'opportunités économiques, mais la responsabilité en incombe à l'Etat et non aux facteurs ethniques. L'IDH de la région Androy est par exemple de 0,393 alors que celui d'Analamanga est de 0,628. Idem pour les taux d'activité qui varient d'une région à l'autre. A titre d'illustration, il est de 52% dans la région Diana, contre 59% pour Analamanga[15]. L'évolution à la hausse ou à la baisse de ces données dépend bien évidemment du contexte et des potentialités de chaque région, mais il est certain que la crise n'aura fait que ternir ce tableau déjà peu reluisant.

[15] INSTAT, 2009

3. La société civile, le faux-ami

La société civile malgache est relativement jeune car les premiers organismes pouvant y être catégorisés ne sont apparus que vers la fin des années 1990. Cette jeunesse peut quelque part justifier son manque de sérieux et d'objectivité, surtout en matière d'observation et de médiation politique. Il apparait en effet que faire partie de la société civile constitue un sésame pouvant ouvrir bien des portes, un tremplin pour accéder à des postes politiques – ce qui dénature profondément la mission même de la société civile. Toutefois, cette jeunesse, en politique comme ailleurs, ne doit pas servir de prétextes à toutes les dérives. Hormis les organisations œuvrant dans l'humanitaire et dans le social, seules quelques entités comme le SeFaFi, les Ray Aman-dreny Mijoro et le KMF-CNOE semblent résister à l'opportunisme ambiant. Mais c'est bien peu face à la multitude politique et au nombre sans cesse croissant de la population malgache.

II.2 De la géopolitique externe

1. L'évolution des orientations de la politique extérieure malgache

Les relations de Madagascar avec l'extérieur datent du règne de Radama Ier, un fin stratège qui avait su habilement jongler avec les intérêts francophones et anglophones pour développer son royaume. Les rapports avec les Occidentaux connaitront par la suite diverses évolutions aboutissant à l'annexion de Madagascar par la France. La colonisation a considérablement réduit l'horizon international de Madagascar dont les relations, commerciales comme culturelles, étaient alors surtout centrées sur la Métropole française. Une fois l'indépendance revenue, les dirigeants successifs ont choisi d'établir des relations diplomatiques avec des partenaires stratégiques correspondant à l'idéologie du moment et à leurs besoins.

Sous la Première république, Philibert Tsiranana choisit par exemple de maintenir une administration et un mode de gouvernance à la française. Il ouvrit

néanmoins les portes de la diplomatie malgache à divers pays comme l'Allemagne de l'Ouest, les Etats-Unis et l'Afrique du Sud. Les lendemains de la crise de 1972 voient des liens se tisser entre Madagascar et l'URSS, la Chine et la Corée du Nord. De 1972 à 1974, Didier Ratsiraka tente une rupture avec la France, une initiative qu'il renforcera à son accession au pouvoir en 1975. Le nationalisme et le socialisme sont combinés sous cette Deuxième république qui, malgré ses ambitions compréhensibles, causera des dommages irréversibles à l'économie malgache. La révolution socialiste fit chou blanc mais lia définitivement Madagascar aux bailleurs de fonds et à l'aide internationale.

De 1991 à 2002 – période qui a entre autres vu l'avènement de la Troisième république, les relations de Madagascar avec l'extérieur restent assez limitées, le pays essayant de naviguer tant bien que mal entre les tensions politiques et le marasme économique ambiant. La communauté internationale sera fortement sollicitée dans la résolution de la crise de 2002 et l'accession de Marc Ravalomanana[16] au pouvoir maque un nouveau tournant dans la géopolitique malgache. Des relations commerciales avec l'Asie, l'Australie et les Etats-Unis sont établies et l'économie malgache reprend du poil de la bête. Mais pris dans son tourbillon internationaliste, le président délaisse le social et accumule les impairs démocratiques. Le coup d'Etat de 2009 lui sera fatal, mais amorcera également une nouvelle descente aux enfers pour Madagascar. Boudé par la majorité de la communauté internationale jusqu'à la signature de la Feuille de route, le régime de transition fait la cour à l'Arabie saoudite, à la Chine, à la Lybie et à la Turquie (sans oublier la France) pour relancer l'économie malgache moribonde. Les résultats de ces tractations se font toujours attendre.

Sur le plan de l'intégration régionale, Madagascar a également de la peine à s'imposer, toujours du fait de son insularité et de ses particularités économiques et historiques. Membre de la COI depuis 1982, du COMESA depuis 1993 et de la SADC depuis 2005, Madagascar est souvent laissé pour compte car il arrive rarement à se conformer aux standards de performances économiques de ces coalitions et accepte difficilement la forme d'ingérence de pays extérieurs dans les affaires nationales qu'elles impliquent pourtant logiquement, à un certain niveau. Pour preuve, il y a la difficile application de la Feuille de route et la difficile acceptation de la médiation de la SADC qui, même adoubée par la communauté internationale, est toujours considérée comme « la coalition des envahisseurs Africains » par les Malgaches.

[16] Désireux lui aussi de prendre ses distances avec la France, l'Histoire se souviendra sans doute de Marc Ravalomanana comme le président malgache ayant le plus voyagé. Il a parcouru la planète pour nouer de nouveaux partenariats commerciaux et a adopté un style de gouvernance à l'anglo-saxonne qui a bouleversé les habitudes francophiles de l'administration.

2. L'interaction problématique entre liens historiques et ambitions économiques

Les paragraphes qui précèdent ont démontré les liens historiques qui unissent Madagascar à la France. Liens que les Malgaches n'ont pas choisis mais qui continuent à peser sur leur destin. Ce phénomène n'est pas nouveau. Il est remarqué dans presque toutes les anciennes colonies françaises. Il est normal que des liens culturels unissent deux pays qui ont été « imbriqués » ensemble pendant presque 70 ans. Par contre, il n'est pas naturel que l'ancien colonisateur continue à diriger dans l'ombre le pays auquel il est supposé avoir rendu sa liberté. Il est encore moins normal qu'il continue à manipuler son ancienne propriété sur l'échiquier mondial dans le but de servir ses propres intérêts. Ce phénomène porte un nom : la Françafrique. Le mélange pourrait être intéressant si la France et l'Afrique étaient sur le même pied d'égalité et agissaient en véritables partenaires. C'est peut-être le cas dans une certaine dimension, mais ce sont surtout les dirigeants africains peu scrupuleux qui profitent des largesses de la France, et non les populations africaines. La France, en attendant, se délecte des avantages tirés de ce compromis entre histoire et chantage politico-économique. Mais en fait, qu'est-ce que la Françafrique ? Des journalistes françaises répondent : « *Le néologisme a été inventé par l'ancien président ivoirien Félix Houphouët-Boigny, en 1955, pour designer les bonnes relations du continent africain avec la puissance colonisatrice. Il a été détourné de son sens initial, trente ans plus tard, par François-Xavier Verschave, fondateur de l'association Survie. Pour, cette fois, conspuer un système de réseaux de relations occultes, de chasses gardées commerciales et d'accords secrets, y compris militaires, via lequel la France a cherché,*

dès le lendemain des indépendances africaines de 1960, à maintenir un lien privilégié avec ses ex-colonies.[17] »

La Françafrique est une espèce de pacte tacite conclu entre la république française et ses anciennes colonies. C'est le gage d'une protection continue des dirigeants africains contre les aléas qui peuvent entraver leur pouvoir, d'un asile en cas de poursuites, et de certaines facilites administratives, immobilières et financières dont le commun des mortels n'a même pas idée. Tout ceci moyennant des facilités économiques, des financements occultes de partis politiques et des priorités d'investissement dans les pays concernés. Caricaturée de façon très grossière, la Françafrique consiste pour la France à acheter ou assurer des placements pour ses entreprises dans ses anciennes colonies, directement auprès des dirigeants. Et si ces derniers essaient de se défaire du pacte, la France fait en sorte qu'ils soient déchus d'une façon ou d'une autre et remplacés par d'autres marionnettes plus manipulables. Mais bien évidemment, ils sont toujours les bienvenus « au bercail », sans doute en souvenir des bons et loyaux services rendus dans le temps.

De nombreuses personnalités politiques et des hauts fonctionnaires Français figurent dans les rangs des instigateurs et serviteurs de la Francafrique, à commencer par Jacques Foccart, Secrétaire général de l'Elysée en charge des affaires africaines et malgaches (ceci explique beaucoup de choses) de 1958 à 1974, et plus récemment Claude Guéant. Parmi les bénéficiaires et disciples les plus fidèles de la Françafrique figurent le Sénégal, le Cameroun, la Cote d'Ivoire, la Tunisie, le Maroc, le Niger, le Burundi, le Tchad, sans oublier Madagascar. Omar Bongo, président du Gabon de 1967 jusqu'à sa mort en 2009, était quant à lui l'un des chefs d'Etat africains les plus emblématiques de la Françafrique. Loin de s'en cacher, il s'en félicitait même en déclarant « *L'Afrique sans la France, c'est la voiture sans le chauffeur. La France sans l'Afrique, c'est une voiture sans carburant.* ». Mais il a sans doute été trop gourmand car ses tractations avec les Français l'ont rattrapé peu avant sa mort, notamment à travers l'affaire des « biens mal acquis ».

Beaucoup espèrent aujourd'hui que l'arrivée de François Hollande à la tête de la France enraye pour de bon la machine, comme il l'avait promis durant sa campagne. Mais rien ne le garantit. Stratégiquement, la crise européenne est sa première préoccupation. Et il ne faut pas se voiler la face, il est plus facile de dénoncer que de démanteler un système aussi bien rodé que la Françafrique. Il y a bien trop d'intérêts derrière pour qu'une personnalité politique se hasarde à s'y attaquer. Beaucoup a déjà été dit sur le sujet[18] et les spéculations vont encore bon train à l'heure où ces lignes sont écrites. Mais la vraie question que l'Afrique devrait se poser, c'est pourquoi elle continue à se tourner vers la France tout en lui attribuant la paternité de tous les maux possibles ? Pourquoi l'Afrique ne se prend-t-elle pas enfin en main ? Ou bien a-t-elle été trop habituée à l'assistanat pour pouvoir se développer ? Oui, il faut en finir avec le tabou de la Françafrique, mais que chacun reconnaisse ses responsabilités et brise de lui-même le processus car la France n'est pas la seule en cause dans l'histoire[19]. A Madagascar, ce sont les politiciens qui sollicitent à la moindre occasion la bénédiction et le soutien de la France. Leur serait-il vraiment impossible de s'en défaire ? Théoriquement non, mais ils y perdraient beaucoup – *en tant qu'individus* – et cela est bien entendu hors de question. Bref, la Françafrique est une grande histoire d'hypocrisie qui n'est pas près de se terminer. Et dire que certains auteurs parlent déjà aujourd'hui d'Indafrique et de Chinafrique[20]…

[17] Définition de Céline LUSSATO et Sarah HALIFA-LEGRAND, tirée de l'article La Francafrique, mode d'emploi, Le nouvel Observateur, 15 septembre 2011, http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20110915.OBS0438/la-francafrique-mode-d-emploi.html

[18] Ecouter par exemple l'analyse du directeur de la revue La lettre du Continent, Frédéric LEJEAL, invité le 7 mai 2012 sur le plateau du Journal Afrique de TV5 Monde, http://www.tv5.org/cms/chaine-francophone/info/Les-dossiers-de-la-redaction/France-apres-presidentielle/p-21475-Francois-Hollande-les-grands-dossiers-diplomatiques.htm

[19] Le fameux « discours de Dakar » prononcé par Nicolas Sarkozy en 2007 et qui a créé une polémique généralisée en Afrique allait dans le sens d'une responsabilisation des Africains. Il mérite d'être relu car le message qu'il transmet est pertinent, malgré sa rudesse. Et il n'y a que la vérité qui blesse comme on dit…

[20] Lire a ce propos l'excellent article de Philippe HUGON, professeur émérite a Paris Ouest – Nanterre intitulé *Afrique – Chine – Inde. L'économie politique tricontinentale : le cas des relations de l'Afrique avec la Chine et l'Inde*, publié sur DiploWeb le 15 février 2012 et consultable sur http://www.diploweb.com/Afrique-Chine-Inde-L-economie.html

3. Les enjeux actuels du commerce international

Le commerce international est l'une des principales sources de devises à Madagascar. Il tient donc une place importante dans l'économie locale, mais permet aussi d'avoir une certaine idée des tendances géopolitiques du moment. En ce qui concerne Madagascar, l'INSTAT a publié d'intéressantes données sur ces flux qui sont représentés par les tableaux suivants :

Année	**2008**	**2009**	**2010**	**2011***
Pays	**Valeur FOB**	**Valeur FOB**	**Valeur FOB**	**Valeur FOB**
France	1 239 656 106 837	674 292 948 942	704 325 375 238	189 771 295 565
Etats-Unis	624 093 748 155	383 501 913 947	92 381 463 445	15 417 413 327
Allemagne	185 381 201 316	136 733 164 778	163 777 627 398	14 922 878 388
Chine	89 541 926 220	103 208 097 112	117 637 169 390	30 597 340 917
Italie	69 213 215 434	54 610 213 205	64 161 978 959	7 485 223 322
Royaume-Uni	53 582 325 736	68 571 678 930	73 326 991 532	8 134 278 293
Espagne	52 179 453 850	46 013 181 690	64 525 040 361	3 714 327 333
Inde	18 130 066 316	40 750 851 014	95 676 197 698	32 368 159 113
Maurice, île	30 979 565 348	37 815 432 547	46 795 968 647	4 909 023 110
Singapour	39 094 386 412	46 937 235 392	38 345 329 955	17 291 435 755
Reste du Monde	556 767 057 737	709 150 512 706	860 131 654 942	175 575 353 625
Total	**2 958 619 053 361**	**2 301 585 230 263**	**2 321 084 797 565**	**500 186 728 748**

T1. Exportation de produits effectuée par Madagascar vers les 10 principaux pays partenaires et le reste du monde selon l'importance des valeurs FOB, au cours des années2008, 2009, 2010 et 2011 (premier trimestre), selon INSTAT, http://www.instat.mg/index.php?option=com_content&view=article&id=64&Itemid=95

Ce premier tableau qui résume le volume d'exportations effectuées vers 10 pays entre 2008 et 2011 permet d'abord de savoir que le premier pays vers lequel Madagascar importe le plus est la France. Ce n'est pas surprenant car la France est également le pays étranger où il y a le plus d'immigrés Malgaches. La demande en produits malgaches y est donc assez forte et les canaux de distribution bien huilés. Quoi qu'il en soit, le déclin des exportations vers la France entre 2008 et 2011 est impressionnant. La crise, politique et financière est bien passée par là et il sera sans doute difficile de retrouver le rythme de croissance atteint en 2008. Le même phénomène a touché les flux d'exportation vers quasiment tous les pays : les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni, l'Espagne, l'Inde, l'île Maurice, Singapour et le reste du monde. Les chiffres les plus inquiétants sont sans aucun doute ceux liés aux exportations vers les Etats-Unis et l'Europe en général puisqu'ils démontrent entre autres la mauvaise santé du secteur textile malgache – autrefois le

plus grand exportateur – et supposent la perte d'un grand nombre d'emplois dans les coulisses.

Autre curiosité économique révélée par ce tableau : lé déclin des exportations vers l'île Maurice qui ont été divisées par sept depuis 2008.

Cela peut signifier que l'île Maurice peut désormais se passer des produits malgaches. Une humiliation de plus pour la Grande Ile ! Enfin, il faut noter la croissance des exportations vers la Chine en 2009 et 2010, avant une nette chute pendant le premier trimestre 2011. L'exportation, illicite ou non, de bois de rose a certainement contribué pour beaucoup à ce bond impressionnant. Il est dommage que les chiffres pour 2011 et 2012 ne soient pas encore disponibles car ils auraient permis de voir l'effectivité ou non des mesures décrétées par les autorités en place à propos de la coupe et de la vente de bois précieux.

Année	**2008**	**2009**	**2010**	**2011***
Pays	**Valeur CAF**	**Valeur CAF**	**Valeur CAF**	**Valeur CAF**
Chine	1 373 713 386 309	694 761 706 780	645 958 603 849	151 717 388 041
France	576 397 294 800	598 851 568 980	709 748 800 060	177 447 998 373
Bahrein	518 898 185 464	214 881 493 297	291 043 277 995	31 988 013 155
Afrique du Sud	396 768 513 498	277 390 448 291	410 556 145 772	101 200 985 755
Thaïlande	121 978 217 328	1 131 234 608 835	95 382 222 487	12 427 041 420
Maurice, Île	145 004 589 111	287 518 307 703	277 442 409 326	74 705 369 226
Etats-Unis	326 271 088 232	211 069 585 524	306 031 046 243	39 585 354 175
Inde	308 794 496 305	243 493 527 681	125 131 205 337	45 361 651 764
Belgique	101 804 575 116	389 222 283 858	201 285 805 101	42 390 480 307
Allemagne	274 062 665 588	136 265 190 028	119 326 299 378	22 048 511 491
Reste du Monde	2 384 371 618 538	1 999 959 053 339	2 115 940 313 096	706 276 970 999
Total	**6 528 064 630 289**	**6 184 647 774 316**	**5 297 846 128 644**	**1 405 149 764 706**

T2. Importation de produits effectuée par Madagascar auprès des 10 principaux pays partenaires et le reste du monde selon l'importance de la valeur CAF au cours des années 2008, 2009, 2010 et 2011 (premier trimestre), selon INSTAT, http://www.instat.mg/index.php?option=com_content&view=article&id=63&Itemid=96

Au niveau des importations, la France est cette fois surpassée par la Chine auprès de laquelle les Malgaches s'approvisionnent en matériaux de construction, effets vestimentaires et une multitude d'autres marchandises. Même si les deux pays sont au coude-à-coude en 2011, il suffit de regarder les chiffres de 2008 pour se rendre compte de l'importance du volume de transactions avec la Chine. C'est un fait : aucun pays n'arrive à concurrencer la Chine en termes de coûts de production, si bien que ce classement n'est pas surprenant. Néanmoins, il apparaît ici aussi que la crise politique et économique a fortement réduit les importations provenant de presque tous les pays du monde.

En un mot, la crise a fait reculer aussi bien les importations que les exportations, mais Madagascar importe toujours plus qu'il n'exporte, ce qui est un certain signe de sous-développement. Le commerce extérieur se porte mal et cela peut expliquer les tentatives désespérées des ténors du régime d'attirer de nouveaux alliés stratégiques.

4. De l'extraction minière et de l'accaparement des terres

Le sous-sol malgache est riche en minerais, en pierres précieuses et semi-précieuses[21], mais également en pétrole. La petite extraction minière, c'est-à-dire la recherche de pierres précieuses et/ou semi-précieuses, est encore dominée par les Malgaches qui utilisent souvent des moyens rudimentaires. L'achat et la transformation des pierres voient déjà l'intervention d'étrangers, souvent des Thaïlandais, des Sri-lankais, des Philippins, mais aussi des Africains. Seule une petite partie des produits finis demeure à Madagascar tandis que le reste est exporté. Ce sous-secteur pourrait être plus rentable pour l'économie malgache si des ouvriers qualifiés étaient formés et si la chaine de production était mieux maitrisée. Des initiatives allant dans ce sens existent heureusement, mais il faut aussi faire des efforts considérables sur le plan environnemental. A l'avenir en effet, il ne faudrait plus qu'exploitation minière rime avec catastrophe forestière, comme ce qui se passe actuellement dans la réserve de Zahamena. Exploitants et autorités sont tous responsables de ces dérives.

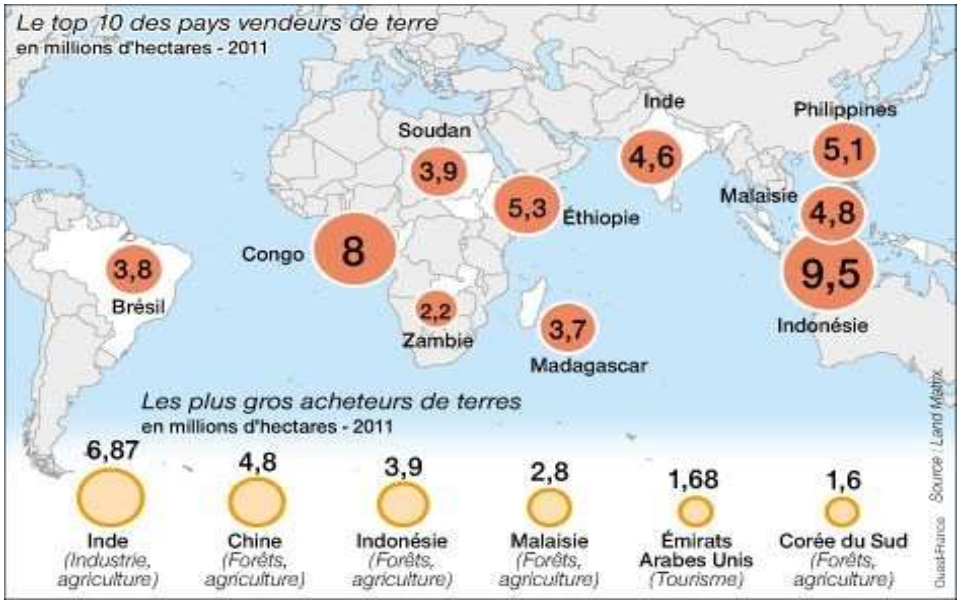
La grande extraction minière, qui concerne surtout l'extraction et l'exploitation des minerais comme le chrome, le nickel, le cobalt, le charbon et l'ilménite, est aujourd'hui au centre de tous les débats car elle devrait rapporter gros à Madagascar si les partenariats étaient bien équilibrés et les contrats/permis miniers bien ajustés. La valeur des retombées sociales et financières des grandes exploitations comme celles de QMM ou du projet Ambatovy sur Madagascar est encore minime face aux dégâts environnementaux et à la flambée des prix rencontrés dans ces régions. Madagascar doit savoir tirer des leçons de la situation pour mieux gérer les prochains grands projets comme le fer de Soalala (Wisco) ou le pétrole de Tsimiroro (Madagascar Oil[22]). C'est maintenant que les dirigeants doivent prouver leur habileté car ces grands projets miniers représentent des enjeux géopolitiques et géostratégiques importants[23].

A part les gisements miniers qui suscitent toutes les convoitises, la question foncière constitue également un enjeu géopolitique important car, depuis les « émeutes de la faim » de 2007, les nombreux sont les pays qui lorgnent sur les vastes terres fertiles malgaches dont plus de la moitié demeurent inexploitées. Les Malgaches sont très attachés à leurs terres mais il faut se demander jusqu'à quelle mesure car ils ne semblent pas être prêts à les mettre en valeur. La conclusion de baux emphytéotiques au profit de multinationales pourrait, à défaut de cession proprement dite, pourrait générer des rentrées importantes de devises pour Madagascar, sans oublier la création d'emplois qu'impliquerait les projets agricoles ou autres correspondants. L'affaire Daewoo et la controverse qu'elle avait créé sous le régime Ravalomanana sont encore dans tous les esprits, mais Madagascar devrait sérieusement songer à actualiser sa politique foncière et à amorcer des choix décisifs : soit valoriser les terres en subventionnant par exemple des projets rizicoles de grande envergure, soit accepter d'ouvrir les portes aux étrangers tout en verrouillant soigneusement tous les paramètres qu'il y a autour. Faire l'autruche en ces temps de crise ne sert à rien... La carte qui suit démontre que la demande existe et que Madagascar a du potentiel.

[21] Madagascar possède 23 types de pierres précieuses et semi-précieuses. Voir leur répartition géographique sur http://www.madabrousse.com/cartographie-sites-miniers-madagascar.html

[22] Cette compagnie, opérant à Madagascar depuis 2004, aurait investi selon ses dires 200 millions de dollars américains en travaux de terrain et d'analyses. Forte de son slogan « Fierté et richesses partagées », elle mène aujourd'hui une intense campagne de communication dans les medias, sans doute en vue du lancement prochain de son exploitation.

[23] Lire à ce propos une étude réalisée par Serge ZAFIMAHOVA, intitulée *La maitrise du développement à travers les enjeux du secteur minier*, non publiée pais diffusée en Mai 2012.



Source : Land Matrix, visible sur : http://www.ouest-france.fr/actu/actuDet_-Les-Nations-unies-encadrent-l-achat-de-terres-_3637-2076318_actu.Htm

Si Madagascar se décide à sauter le pas, il pourra s'appuyer sur l'expertise de la FAO qui vient d'adopter une résolution encadrant l'achat de terres dans les pays pauvres. Stéphane Parmentier, représentant de l'ONG Oxfam déclare à ce propos : « *C'est une première dans le cadre des Nations unies car les représentants des ONG et des organisations paysannes ont été associés à ce processus. Les droits humains sur la terre et le besoin de consultation et de participation des communautés affectées par les investissements fonciers sont affirmés* », souligne Stéphane Parmentier de l'ONG Oxfam. Même si cette résolution n'a pas de valeur contraignante, son adoption constitue tout de même une grande avancée en la matière[24].

III. La philosophie développementaliste à travers l'analyse de trois économies africaines

Parler de géopolitique ne sert à rien si l'exercice n'a pas de finalité développementaliste, pour au moins l'un des acteurs concernés – dans ce cas-ci, Madagascar. L'histoire a prouvé que les pays qui sont maintenant développés ont un jour eu recours à des politiques nationalistes pour booster leur croissance[25]. En Europe par exemple, l'importation de produits de luxe a été interdite pendant un temps, tout comme l'exportation de matières premières, ceci dans le but de faire croître l'épargne et favoriser l'industrialisation. Ces politiques mercantilistes[26], qui sont au cœur du nationalisme de développement, ne produisent cependant des résultats positifs que lorsqu'elles sont institutionnalisées – c'est-à-dire lorsqu'elles passent de la théorie à la pratique en prenant la forme d'institutions de développement. Des relations existent en effet bel et bien entre réforme

[24] Visiter www.landportal.info pour plus d'informations sur le commerce et la répartition des terres dans le monde.

[25] Théorie notamment défendue par H-J CHANG dans *Kicking away the ladder : development strategies in historical perspective*, Anthem Press, Londres, 2002

[26] Le mercantilisme tel qu'il a été défini par Adam Smith est une notion controversée en économie politique. Il a souvent été utilisé de façon péjorative alors qu'il possède un caractère dynamique qui peut être bénéfique aux pays en voie de développement. Le mercantilisme économique peut en effet être associé aux théories nationalistes du développement et peut s'adapter aux besoins spécifiques de chaque pays. Les approches utilisées dans cette thèse développementaliste peuvent être nombreuses et dépendent vraiment des contextes locaux. Elles peuvent par exemple inclure le subventionnement direct des entreprises, un protectionnisme modéré pour une période limitée, suivi par une ouverture élargie du marché et l'appel massif aux IDE.

institutionnelle et performance économique. Pour pouvoir se stabiliser et se développer, Madagascar doit tirer des leçons des pratiques extérieures. L'exemple de trois fortes économies africaines – celles de l'île Maurice, du Botswana et de l'Ouganda – a été choisi pour inspirer les décideurs Malgaches et les pousser à revoir leurs copies pour plus d'efficacité.

III.1 Le cas Mauricien

Maurice est une petite île de l'Océan Indien. Avec une surface totale de 1,865 km2 et 1,27 million d'habitants, Maurice possède l'une des plus grandes densités de population au monde – 588 habitants par km2. L'île a retrouvé son indépendance politique en 1968 après un passé colonial atypique. D'abord colonisée par les Danois (1638-1710), puis par les Français (1710-1810), l'île est ensuite tombée dans les filets des Britanniques (1810-1968). La colonisation française a développé la culture sucrière en important des esclaves d'Afrique. La colonie était devenue si prospère qu'elle devint l'objet d'une compétition permanente entre Français et Britanniques. Au retour de l'indépendance, en 1968, le contexte économique mauricien était déplorable. La Commission Royale dirigée par le professeur J.E. Meade en 1961 avait détaillé les obstacles que Maurice devait surmonter pour se développer : un sous-sol pauvre, un marché domestique restreint, l'éloignement géographique des marchés européen et américain, l'absence de compétences techniques locales et de capitaux d'investissement, etc. Plus grave encore, l'île pratiquait la monoculture, celle du sucre[27]. Cependant, dans les années 1980, l'économie mauricienne a subi une profonde restructuration. Les exportations de sucre qui constituaient 95% des revenues de l'exportation en 1967, ont reculé à 60% en 1979, puis à 37% en 1987. Parallèlement, la création de zones franches – une institution de développement – a permis d'accroître la production et l'exportation textile de 25% en 1979, à 58% in 1989. Aujourd'hui, l'économie mauricienne est sans conteste l'une des plus robustes d'Afrique. Son PIB par habitant était de 7.700$ en 2010 et son taux de croissance réel culminait la même année à 4,2%.

Il est à signaler qu'à Maurice, aucune différence idéologique majeure n'existe entre les principaux partis politiques. Le Parti Travailliste Mauricien (MLP) qui a dominé le pouvoir depuis l'indépendance, est par exemple de gauche. Le Mouvement Militant Mauricien (MMM) et le Parti Socialiste Mauricien (MSP) sont quant à eux d'extrême gauche. Leur dénominateur commun a assurément toujours été leur engagement pour le développement.

III.2 Le cas botswanais

Le Botswana[28], comme l'île Maurice, est une ancienne colonie britannique qui a retrouvé son indépendance en 1966. C'est également un petit pays de 581.730km2 habité par 1,9 million de personnes. Mais plusieurs points le différencient de Maurice. D'abord, ce n'est pas une île. Ensuite, le Botswana est plus grand que Maurice même si 84% de son territoire est situé dans l'inhabitable désert du Kalahari. En dernier lieu, la colonisation britannique au Botswana a été d'une totale inefficacité (en termes de développement). A son indépendance, le Botswana était le troisième pays le plus pauvre du monde car les Britanniques ne s'en sont pas occupé. C'est à peine s'il y avait 12km de routes pavées et deux écoles secondaires dans tout le pays. Les analystes de l'époque étaient plus que pessimistes quant à l'avenir économique du Botswana. Mais ils se sont lourdement trompés.

Entre 1966 et 1989, le Botswana a connu l'un des rythmes de développement les plus rapides de la planète. Comme à Maurice, l'idéologie du parti dominant, le Botswana Democratic Party (BDP) était le développementalisme, appliqué à travers une économie pragmatique. Afin de faire face aux possibilités locales de financement du développement tant recherché, le Botswana a choisi de faire appel aux IDE et il a eu raison. Avec la découverte de gisements et l'ouverture de mines de diamant à Orapa (1967) et à Juaneng (1982), l'industrie minière a pris la place de l'agriculture en tant que secteur économique porteur. L'épargne

[27] Pour plus de détails, lire *The economic and social structure of Mauritius*, de J.M. MEADE, Londres 1961-68

[28] Le Bechuanaland (ancien nom du Botswana) a été déclaré protectorat britannique en 1885. A l'époque, la Grande-Bretagne voulait juste disposer d'un point de contrôle en Afrique du nord, à proximité des riches sous-sols de l'Afrique du sud qui lui étaient déjà acquis, pour contrebalancer la présence des Allemands en Namibie.

domestique a commencé à surpasser les investissements et la balance économique était excédentaire. En 2009, le PIB par habitant du Botswana était de 7.500$ et le pays figure aujourd'hui encore parmi les économies africaines les plus stables et les plus florissantes. Le niveau d'infrastructures de développement est élevé et les indicateurs socioéconomiques sont impressionnants – sauf en matière de VIH/SIDA. Le pays n'a pas de dettes internes et est un grand exportateur de capital.

III.3 Le cas ougandais

L'Ouganda, comme l'île Maurice et le Botswana, a un passé colonial. Il a été déclaré protectorat britannique en 1894 et l'est resté 70 ans. Avec une superficie de 236.000km2 et une population totale de 35 millions, l'Ouganda est un assez petit pays qui est tout de même plus grand que l'île Maurice. Il possède d'inestimables ressources naturelles et des conditions climatiques idéales pour lesquelles il a été considéré comme la Perle de l'Afrique par Sir Winston Churchill. L'Ouganda, comme Maurice, a adopté une idéologie développementaliste aux dernières heures de la colonisation. Dans leur désir d'industrialiser rapidement le pays, les colons ont créé deux institutions stratégiques en 1952: le Won Falls Dam et l'Uganda Development Corporation (UDC). L'UDC est devenu l'incarnation de la tendance développementaliste du pays. Quand l'Ouganda accéda à son indépendance, en 1962, son économie était l'une des plus prometteuses d'Afrique.

Malheureusement, l'arrivée au pouvoir d'Idi Amin Dada, en 1971, a tout changé. Le PIB réel a chuté d'environ 3,8% par an de 1973 à 1979 alors que l'inflation culminait à 40%. La guerre de libération de 1979 qui mit un terme au règne d'Idi Amin n'arrangea guère la situation économique. Lorsque le Mouvement de Résistance Nationale (MRN) du président Museveni (toujours en place, depuis 1986) s'empara du pouvoir, toutes les institutions en place tombèrent en ruines. La démotivation des fonctionnaires mit à mal les services publics et l'économie connut une période noire, surtout lorsque les dirigeants choisirent d'expérimenter le libéralisme économique – mais à l'ougandaise. Contrôle des prix des produits de première nécessité, privatisation a outrance des entreprises publiques et spoliation des banques locales ont sévèrement pénalisé l'économie ougandaise. Le pays ne remonta la pente qu'en 1987, avec l'adoption de reformes institutionnelles et économiques proposées par le FMI et la Banque Mondiale. Entre 1992 et 2000, la croissance annuelle du PIB était de 6,5% et la pauvreté recula de 56%.

La qualité de la bureaucratie[29] ougandaise est substantiellement différente de celle de Maurice et du Botswana. Aujourd'hui, le clientélisme dirige le recrutement des fonctionnaires et les promotions se font moyennant finances[30]. La corruption règne presque partout, ce qui n'est pas sans rappeler le cas malgache, à un détail près: l'économie ougandaise est florissante.

III.4 Les leçons à tirer pour Madagascar

Le Botswana et l'ile Maurice ont fait de bons choix politiques (en termes de développement et de politiques publiques). Le succès du Botswana s'explique par l'institution d'un marché libre et capitaliste, par l'attraction de capitaux étrangers, par l'utilisation ponctuelle de l'aide internationale et par son choix stratégique de donner un rôle de supervision au FMI et à la Banque Mondiale, au lieu d'un rôle de planification. Bref, le Botswana a réussi car il a su prendre les bonnes décisions au sortir de la colonisation[31]. L'île Maurice et le Botswana ont tous deux institutionnalisé le nationalisme de développement en mettant notamment en place des corps de grande qualité, assortis d'intègres bureaucrates. A Maurice, les fonctionnaires locaux ont acquis les compétences requises dès la colonisation pendant laquelle une grande partie des postes étaient déjà dévolus aux Mauriciens. Une fois la colonisation terminée, l'administration déjà bien rodée a juste continué à fonctionner de façon efficace. La Commission Mauricienne des Services Publics avait été créée en 1953 et agissait comme

[29] Il est à noter que dans la présente étude, le terme bureaucratie est pris dans son sens le plus noble, c'est-à-dire "service civil organisé". C'est en effet l'abrégé "bureaucratie" qui a une connotation péjorative et le but des pays pauvres devrait être de construire une bureaucratie non-bureaucratique qui serait nette de toute corruption et vraiment efficace.

[30] Lire à ce propos J. KIIZA dans Market-Oriented Public Management in Uganda. Benchmarking International Best Practice?, paru dans Ufahamu XXVIII en 2000, pp.94-124

[31] In Explaining Botswana's Success: the crucial role of postcolonial policy de S. BEAULIER, paru dans Cato Journal, 1997, pp.37-48

une agence de recrutement méritocratique des fonctionnaires. Un strict code de conduite Wébérien[32] a été mis en place à la même occasion pour renforcer l'éthique des services publics. Au Botswana, le rôle de la bureaucratie n'a pas été aussi effectif. La tendance développementaliste de l'administration botswanaise est sans aucun doute moindre que celle de Maurice. Néanmoins, cette bureaucratie toujours eu la réputation d'être propre, nationaliste et pro-développement. Pour W. et T. Caroll, le Botswana a eu la chance d'avoir une succession de politiciens et de bureaucrates talentueux qui se sont personnellement engagés pour réaliser le développement économique de leur pays[33].

Trois principales leçons peuvent être tirées de ces expériences africaines. D'abord, que le libéralisme économique ne semble pas convenir aux pays d'Afrique sub-saharienne. Ce n'est pas nécessairement une mauvaise idéologie, mais elle ne convient pas encore à ces pays à leur stade actuel de développement. L'Ouganda en a fait l'amère expérience avant de redresser la barre. Ensuite, que la mise en place et le maintien d'une bureaucratie aux principes Wébériens est essentielle au développement. Enfin, que la stabilité politique rapporte. Bref, des leçons qui seraient profitables à Madagascar où le trio administration/institutions/fonctionnaires est synonyme de corruption, de lenteur et d'inefficacité généralisée.

Conclusions

Il a été démontré a travers cette étude que Madagascar pesait lourd sur le plan géopolitique mondial mais qu'il ne savait pas encore comment exploiter toutes ses potentialités, à cause d'une multitude de paramètres pénalisants. Le pays doit d'abord stabiliser sa géopolitique et sa dynamique interne avant de s'épanouir à l'international. Trois types d'actions peuvent être entrepris pour ce faire : la démocratisation, la redéfinition de la forme de l'Etat et la réforme de l'administration dans le but de rendre l'économie malgache aussi compétitive que celles des trois pays africains étudiés plus haut.

La nécessaire démocratisation de Madagascar

Sans entrer dans les détails de la crise actuelle, il est évident que Madagascar doit partir sur de nouvelles bases démocratiques. Beaucoup argumentent que la démocratie, en tant que concept occidental, n'est pas faite pour Madagascar. Ils n'ont peut-être pas totalement tort car les Malgaches sont trop fiers et trop avides pour pouvoir vivre sereinement dans une démocratie. L'essai peut toutefois être transformé si les principes de base énoncés dans la Déclaration Universelle sur la Démocratie[34] sont pris un à un et adaptés au contexte malgache. Mais il faut le faire rapidement, sinon l'issue de la transition, déjà incertaine, risque encore de réserver son lot de mauvaises surprises.

Les objectifs à atteindre et les efforts à fournir sont nombreux : alternance démocratique, jeux de pouvoir sains, dépolitisation de l'Administration, bonne gouvernance, démocratie participative, régionalisation forte et décentralisation effective pour une répartition équitable des richesses, etc. Mais en plus du renforcement des institutions et du système démocratiques, l'Etat et ses démembrements doivent aussi apprendre à valoriser et à responsabiliser la population car c'est sa richesse première. Education, protection sociale et sécurisation professionnelle sont autant de chantiers auxquels l'Etat doit s'atteler pour valoriser sa population. Une fois que celle-ci aura ressenti que les impôts qu'elle paie servent finalement à quelque chose et que l'Etat se préoccupe vraiment de son bien-être, elle sera plus encline à participer à l'effort de développement de la nation. Pour que cette démocratisation réussisse, il faut aussi que la société civile joue pleinement son rôle et cesse d'appuyer les politiciens. Jean-Jacques Rousseau disait à ce propos que « *l'utilité commune est le fondement de*

[32] Max Weber voulait moderniser l'administration (publique comme privée) en lui imposant des caractéristiques immuables. Ces dernières consistent à (i) salarier à temps plein les officiels et faire reposer leur nomination, leur avancement et leur retraite sur des contrats et non sur leur attachement à leur poste, (ii) s'assurer qu'ils sont qualifiés et que c'est pour leurs qualifications qu'ils ont été recrutés, et (iii) établir des règlementations claires concernant les droits et devoirs des membres de la fonction publique. Tout ceci constitue la théorie Wébérienne de la bureaucratie et des institutions.

[33] In *State and ethnicity in Botswana and Mauritius: a democratic route to development?* de W. CAROLL et T. CAROLL, publié dans le Journal of Development Studies v. 33, 1997, pp. 468-486

[34] Adoptée au Caire le 16 Septembre 1997. Elle est consultable sur http://www.ipu.org/cnl-f/161-dem.htm

la société civile. » De ce fait, il faut que les entités qui la composent œuvrent réellement pour l'intérêt général et pour la défense des intérêts de la population. Quelque part, la société civile est aussi un contre-pouvoir et elle se doit d'agir en garde-fou pour épargner au pays de nouveaux désastres causés par la politique politicienne.

Le fédéralisme: une piste à explorer

Depuis le retour de son indépendance, l'Etat malgache a fonctionné sous une forme unitaire. Les trois républiques qui se sont succédé ont chacune eu leurs lots de problèmes. Et si ces problèmes venaient de la forme unitaire de l'Etat? Peut-être qu'en épousant le fédéralisme, Madagascar pourrait enfin se concentrer sur le développement et trouver un début de stabilité politique? En 1948, l'historien et politologue Charles Austin Beard déclarait « *With the world just emerging from one global war and trembling on the verge of another, federalism is now offered as the best pledge that mankind, tormented by wars for countless generations, may at last establish tranquility throughout the earth*[35]». Pourquoi pas?

Le fédéralisme à l'américaine, à la fois adulé et détesté par les critiques, a au moins le mérite de fonctionner et de durer. Les Etats-Unis doivent en partie leur puissance économique au fédéralisme car c'est d'abord ce système qui leur a permis de s'adapter à l'influence des capitaux et travailleurs étrangers venus dans le pays et d'entrer ainsi de plain-pied dans la mondialisation. C'est aussi le fédéralisme qui a encouragé l'établissement d'un système éducatif public performant, fluidifié les affaires nationales en permettant la création d'institutions adaptées à chaque état, et permis l'accroissement rapide de la richesse nationale. Mais le fédéralisme a aussi ses revers, comme l'opportunité donnée aux collectivités semi-autonomes de pousser les divergences d'idées jusqu'au conflit. Ce fut par exemple le cas avec la Guerre Civile américaine qui a éclaté quand les habitants du Sud renforcèrent l'esclavage alors que ceux du Nord avaient décidé de l'abolir. C'est logique, le fédéralisme peut échouer ou réussir. L'échec est souvent dû à ce que James C. MacPherson appelle un « *mauvais découpage ethnique des frontières territoriales* »[36]» car ce mauvais découpage peut conduire à une mauvaise répartition des richesses.

Le modèle américain peut fonctionner dans les pays et/ou régions en voie de développement. Il pourrait fonctionner à Madagascar mais des réformes de fond devront être entreprises avant. Le découpage du pays en six provinces et leur transformation en six Etats semblent par exemple être plus facile à gérer dans une conception fédéraliste que le découpage en vingt-deux régions. Pourtant, les subtilités ethniques et les doléances économiques qu'elles impliquent souvent doivent être minutieusement prises en considération. Si chaque province était dotée d'une autonomie relative, le développement ne serait peut-être plus une utopie. Les vieilles rivalités ethniques laisseront peut-être enfin la place à une saine émulation économique. Cette question de la forme et de la formation de l'Etat est vraiment primordiale car elle conditionne la constitution des institutions. Les Etats ne peuvent pas mettre en œuvre des stratégies et construire des institutions sans avoir les ressources fiscales correspondantes et le degré d'autonomie permettant d'assurer la sécurité externe, la stabilité interne et l'ordre public.

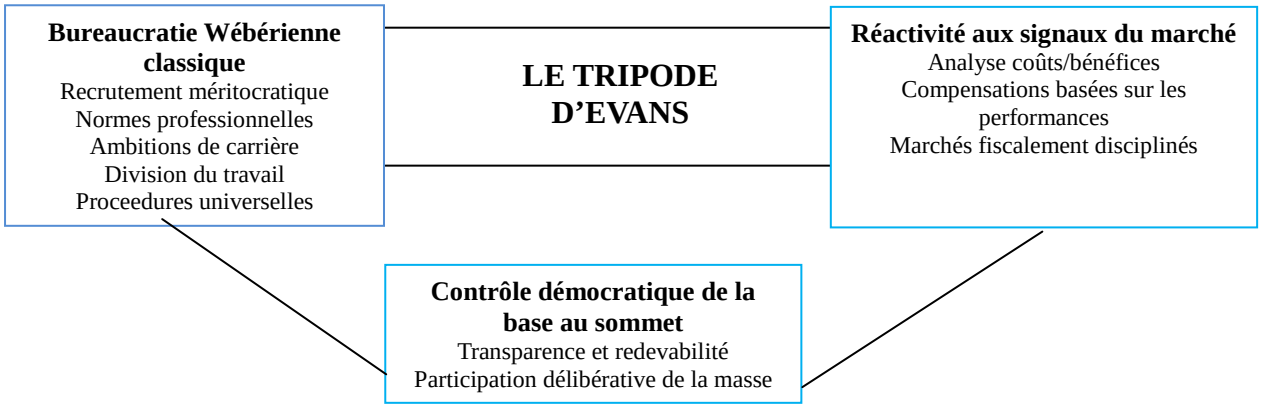
La modernisation de la bureaucratie et des institutions

Pour pousser un peu plus loin le raisonnement développementaliste analysé plus haut, il faut trouver un système pour moderniser la bureaucratie et les institutions. Le tripode de contrôle étatique d'Evans constitue une possibilité directement expérimentable par les dirigeants. Ce modèle heuristique résume les problèmes relatifs à la bureaucratie et aux relations que celle-ci doit entretenir avec les sphères du pouvoir. Avant de concevoir ce modèle, Peter Evans[37] a d'abord analysé les caractéristiques d'une bonne et d'une mauvaise bureaucratie, toujours sur la base des préceptes établis par Max Weber[38]. Pour lui, une

[35] In *The enduring federalist*, paru dans Garden City NY : Doubleday, 1948

[36] In *The future of federalism*, paru dans le collectif *Federalism and the new world order*, collectif dirigé par S. RANDALL et R. GIBBINS, University of Calgary Press, Calgary 1994. P.9

mauvaise bureaucratie se distingue par le manque de redevabilité populaire des fonctionnaires et du personnel de l'Etat, le manque de compétitivité qui ne permet pas de baisser les coûts de production des services publics, et la multiplication inutile de bureaux et de départements qui alourdit l'administration et dilapide les deniers publics. La solution tripode consiste à (i) améliorer les capacités bureaucratiques sur la base des idéaux Wébériens, (ii) suivre les signaux du marché pour optimiser l'utilisation des fonds publics et, (iii) renforcer la participation démocratique de la base au sommet afin de voir si les actions de l'Etat reflètent bien les besoins des citoyens ordinaires. Ce qui peut se visualiser ainsi:



Pour que ce modèle fonctionne, la vigilance est de mise car chaque réforme entreprise dans l'une des sections doit se répercuter dans les deux autres. Si Madagascar décidait d'appliquer cette reforme préconisée par Evans, il est certain que l'administration serait transfigurée. Il reste à savoir si les politiques laisseront cette reforme se faire, vu les engagements de transparence et de redevabilité qu'ils doivent prendre. Le mystère reste entier.

«(…) *Un autre monde est possible, fondé sur d'autres valeurs, radicalement opposées à celles qui dominent aujourd'hui. Mais nous ne pouvons oublier que demain commence ici et maintenant (…), dans les graines de cette nouvelle civilisation que nous plantons par notre lutte et nos efforts, pour que ces valeurs subjectives et éthiques, que nous endossons dans nos vies militantes, se lèvent des femmes et des hommes nouveaux.*[39] » Si un autre monde est possible, un autre Madagascar l'est également…

[39] In Harnessing the state : rebalancing strategies for monitoring and evaluation, de P.B. EVANS, 2003, polycope
[39] Lire a ce propos *From Marx Weber: Essays in Sociology*, de H.H. GERTH et C.W. MILLS, Ed. Routledge, Londres, 1991

[39] In *Les valeurs d'une nouvelle civilisation*, de Frei BETTO et Michael LOWY, article paru dans *Un autre monde est possible – Pour une autre mondialisation : le Forum social mondial* de William F. FISHER et Thomas PONNIAH, Editions Parangon, Paris, 2003, pp.288-289

Bibliographie et webographie

Ouvrages de référence

CHANG H-J., Kicking away the ladder: development strategies in historical perspective, Anthem Press, Londres, 2002
EVANS P.B., Harnessing the state: rebalancing strategies for monitoring and evaluation, 2003
FISHER W.F. et PONNIAH T., Un autre monde est possible – Pour une autre mondialisation : le Forum social mondial, Editions Parangon, Paris, 2003
GERTH H.H. et MILLS C.W., *From Marx Weber: Essays in Sociology*, Ed. Routledge, Londres, 1991
-HERMET G., BADIE B., BIRNBAUM P., BRAUD P., *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, 3e édition, Editions Armand Colin, Paris 1998
MEADE J.M., The economic and social structure of Mauritius, Londres, 1961-68
RANDALL S. et GIBBINS R., *Federalism and the new world order*, University of Calgary Press, Calgary, 1994

Revues et/ou journaux

Cato Journal, 1997
Garden City NY: Doubleday, 1948
Journal of Development Studies v. 33, 1997
Le Monde, Bilan économie 2010 – L'atlas de 179 pays
Le Nouvel Observateur – Atlas Eco 2010
Ufahamu XXVIII, 2000

Rapports et études

Rapport National sur le Développement Humain (RNDH) 2010 – PNUD
State of the World's Children 2011 – UNICEF

Sites web

AGOA – African Growth Opportunity Act : www.agoa.gov
Banque Mondiale: web.worldbank.org
Diploweb : www.diploweb.com
Encyclopédie Universalis : www.universalis.fr
INSTAT – Institut Natonal de la Statistique : www.instat.mg
IPU – International Parliamentary Union: www.ipu.org
Jeune Afrique : www.jeuneafrique.com
Land Matrix : www.landportal.info
Le Nouvel Observateur : tempsreel.nouvelobs.com
Madabrousse : www.madabrousse.com
Ouest France : www.ouest-france.fr
TV5 Monde : www.tv5.org

Publications des sortants
Y L T P & R J T

Ralambomahay, Toavina : Madagascar dans une crise interminable, L'Harmattan, Paris, 2011

Ralambomahay, Toavina : Des entorses aux principes démocratiques et aux principes des droits de l'homme, Février 2012.

Ralambomahay, Toavina : Madagascar : présidentielle. L'interminable impasse, In : AFRICA24 MAGAZINE N°3, juillet / septembre 2011

Ralambomahay, Toavina : Parlement africain et parlement européen, In : L'ENA hors les murs, Avril 2012

Andrianarisoa, Bodo : Le mythe de l'ENA à la sauce malgache, In : L'ENA hors les murs, Avril 2012

Ralambomahay, Toavina : Madagascar dans une crise interminable, L'Harmattan, Paris, 2011

Rabarinirinarison, Rindra Hasimbelo : Regard sur l'attribution des marchés publics à Madagascar", In : LA REVUE DE MCI Madagascar Conseil International, n°55, 2011

Rabarinirinarison, Rindra Hasimbelo & Raveloson Jean-Aimé : Les partis politiques malgaches à travers les régimes et gouvernements successifs", Friedrich-Ebert-Stiftung, août 2011

Rabarinirinarison, Rindra Hasimbelo : Les dérogations en matière de marchés publics à Madagascar", In : LA REVUE DE MCI Madagascar Conseil International, n°56, 2011

Rasamoelina, Harisoa : Croyances et instrumentalisation àMadagascar, Friedrich-Ebert-Stiftung, Antananarivo, 2012

Rafitoson, Ketakandriana : 2012, Madagascar à la croisée des chemins. Essai sur la géopolitique d'un pays tourmenté, Friedrich-Ebert-Stiftung, Antananarivo, 2012

Ralambomahay, Toavina : La démocratie : l'enjeu du taux de participation, In : Bulletin de l'Académie nationale malgache, Tome LXXXIX/ 2, juillet –décembre 2010, 005

Ralambomahay, Toavina : Elisé Ranarivelo, le dessinateur et son œuvre, In : Africultures n°79 L'Harmattan, Paris, novembre 2009, p.148-150

Ralambomahay, Toavina : L'échec des réformes engagées à Madagascar entre 2003 et 2008 vu par la Banque mondiale, In : Revue Juridique et Fiscale MCI, N°52, 4ème trimestre 2010

Ralambomahay, Toavina : Des entorses aux principes démocratiques et aux droits de l'Homme dans la feuille de route, In : Revue Juridique et Fiscale MCI, N°55, 2011

Ralambomahay, Toavina : Réflexion sur l'état de l'économie après trois ans de crise, In : Revue Juridique et Fiscale MCI, N°56, 2011

Ralambomahay, Toavina : Les Mauriciens et la politique à travers les élections législatives, Friedrich-Ebert-Stiftung, Antananarivo, Juillet 2010

Ralambomahay, Toavina : In : Magazine scientifique à orientation écologique pour enfants, WWF, Vintsy, Antananarivo, 4 numéros

Publications des sortants
Y L T P & R J T
In: Le devoir de rendre compte, Agenda Madagasikara 2011, Friedrich-Ebert-Stiftung, Antananarivo, 2011

Chan Mane, Stella Randrianina : Qu'est-ce que la redevabilité

Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé : Transparence et relation publique

Rasamoelina, Harisoa: Services publiques. Quand ils nous font attendre

Tianamalala Raymond, Isabella : Redevabilité: Vision d'un élu

Rafitoson, Ketakandriana : Réussir la democratisation; Faire de la politique autrement

Andrianirina, Mamy Auguste : Ny tetibola ifarimbonana

Andriambolatiana, Sandratririna : Les *raiamandreny* sont redevables devant qui ?

Andriambolatiana, Sandratririna : La redevabilité d'un manifestant

Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé : Casquettes et indemnités

Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé : Solidarité syndicale

Randriamampianina, Mialisoa : Cher YLTP, Youth Leadership Training Program

Ralambomahay, Toavina: S'engager, ne pas être neutre

Rakotomanana, Andrianaivo Régis : Pour une véritable relance économique

Andriamasy, Estelle : A quand une croissance à deux chiffres ?

Sandaniaina, Hasimahery : Redevabilité, stabilité politique

Ralalarivony, Christophe : Système éducatif défaillant

Rakotomanana, Andrianaivo Régis : Complaisance dans le médiocre : triste éducation

Randriamahaleo, Heriniaina : Contribuables attentifs aux finances publiques

Ratsimbazafy, Njiva Harivelo : Pouvoir des medias: Atout ou danger pour la démocratie?

Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé : La fragilité du système médiatique

Andriananjamanantsoa, Tahiana : Prise de conscience, amnistie, impunité

Rakotoarivelo, Antonia : Loi d'amnistie, légalisation de l'impunité

Ralambomahay, Toavina: Confiance, redevabilité, pouvoir

Rakotoarivelo, Antonia : Le Conseil d'Etat : un rouage essentiel dans l'instauration d'un Etat de droit à Madagascar

Rabarinirinarison, Rindra Hasimbelo : Financement des partis politiques : en suspens depuis 2002

Andriamarofara, Radolalaina ; Raveloson, Jean-Aimé : Redevable devant Dieu, sans l'être devant les électeurs

Chan Mane, Stella Randrianina : La redevabilité, des défis

Randriamanantena, Lanto Ratsida : S'exprimer, demander des comptes. Pas seulement en temps de crise

Rabarinirinarison, Rindra Hasimbelo : Les citoyens attendent. Où sont-ils les partis politiques ?

Randrianarivony, Tsiory Andriamparaniarivo : Tout commence par un rêve. Mais que ça commence

Rakotonimaro, Tsirisoa Nantenaina : Le bénévolat : les conditions d'un engagement réussi

Ralambomahay, Toavina : La peur de la hiérarchie

Ratsara, Domoina & Razafimandimby, Noro : Mon président, mon modèle

Publications des sortants Y L T P & R J T In: Vision Madagasikara 2020, Agenda Madagasikara 2012, Friedrich-Ebert-Stiftung, Antananarivo, 2012

Rafitoson, Ketakandriana : No vision. No future

Razafy, Abraham : *Felaka*? Non, merci

Andriananjamanantsoa, Tahiana : L'armée à Madagascar en 2020 : Réformes contre démantèlement

Rafitoson, Ketakandriana : *Toriteny* pour le civisme

Ranaivo, Aintso : Promotion de l'éducation : mes contributions, mes défis

Ranaivo, Aintso : Droits humains à Madagascar en 2020

Razafindrakoto, Miadana Volatiana : Aversion pour la politique : Prise de conscience et défis

Ravalomanda, Andry Tiana : Croissance économique : mes contributions

Andrianjafindrasetra, Fandio : De la bonne gouvernance des finances publiques

Rakotomanana, Andrianaivo Régis : Le mythe de la croissance et des ressources naturelles à Madagascar

Andrianirina, Mamy Auguste : Décentralisation : autonomie des collectivités décentralisées plus avancée et sans précédent

Rakotoarison, Hery Nirina : Lutte contre la corruption : gros ou petit poisson ?

Ranarifidy, Dina : Mon identité, mes identités

Razafindrakoto, Miadana Volatiana : Délit d'initié et conflit d'intérêts : acquis et défis à Madagascar en 2020

Randriamanantena, Lanto Ratsida : *Fihavanana* : fiction ou réalité ?

Rasamoelina, Harisoa : *Fihavanana* : cessons de nous mentir !

Ratsimbazafy, Njiva Harivelo : Que voulons-nous designer avec l'éthique, et plus particulièrement dans la politique ?

Gangstabab Rakotoarisoa, Alban : Teny zato, kabary arivo

Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé : Futures Elites?

Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé : Une vision?

Razafindraibe, Harinony Lucien : La grande île maîtrise ses 5000km de côtes

Ralambomahay, Toavina : La trajectoire de l'île Maurice d'après une vision étrangère

Ralambomahay, Toavina : Pour un Madagascar humaniste

Randrianarivony, Tsiory Andriamparaniarivo : Mon parti en 2020

Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé : Presse libre

Gangstabab Rakotoarisoa, Alban : Rêve d'avenir

Randrianarivony, Tsiory Andriamparaniarivo : Etre un citoyen modèle

Ravonimanantsoa, Ndaohialy Manda-Vy : Université du millénaire

Tianamalala Raymond, Isabella : Miasa sa manompo mpampiasa?

Lefontsoa, Rangers : Travailleur social, agent facilitateur de changement

Ralambomahay, Toavina : Comment protéger la constitution **?**

Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé : L'après société de l'information, chez « nous »

Chan Mane, Stella Randrianina : Pour la diversité sans discrimination

Ratsimbazafy, Njiva Harivelo : Un président oui. Un roi non

Lefontsoa, Rangers : Travail social, reconnaissance et valorisation

Rasoarinjafy, Mija Angela : Madagascar dans le concert des nations

Rajerison, Olivia : Femmes en politique : prise de conscience et défis

Ranarifidy, Dina : L'identité du malgache

Andriambolatiana, Sandratririna : Madagascar "Maitso"

Razafindravao, Tatiana Eddie : Construire, vivre et assumer ses identités malgaches à Madagascar en 2020

Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé : Faire confiance aux jeunes

Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé : Du rêve à la réalité. Ma vision du présent

Robson, Benjamina : Vivre-ensemble à Madagascar en 2020

Andry Rakotonanahary : Pourquoi une vision ?

A propos de l'auteur

Mme. Ketakandriana Rafitoson est YLTPienne (promotion 2006), Juriste Politologue, Activiste

Coordination : J.-A. Raveloson

Impressum

Friedrich-Ebert-Stiftung
Madagascar
Immeuble Anjarasoa
Route circulaire, Ankorahotra
B.P. 3185
Antananarivo 101
Madagascar

Responsable:
J.-A. Raveloson
Représentant-National de la Friedrich-Ebert-Stiftung

fon: (261 20) 22 344 24
fax: (261 20) 22 257 31
e-mail: info@fes-madagascar.org
http://www.fes-madagascar.org